

Unité inter-départementale Gard-Lozère
DREAL UiD Gard-Lozère
Cellule Carrière
4 avenue de la Gare/ BP132
48000 Mende
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Mende, le 10 octobre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SEVIGNE INDUSTRIES
INOS
48500 Massegros Causses Gorges

Références : 2025-10-
Code AIOT : 0006602112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement SEVIGNE INDUSTRIES implanté INOS Le massegros 48500 Massegros Causses Gorges.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIGNE INDUSTRIES
- INOS Le massegros 48500 Massegros Causses Gorges
- Code AIOT : 0006602112 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière à ciel ouvert d'Inos produit des granulats calcaires par minage puis traitement réalisé par campagnes à l'aide d'installations mobiles. L'autorisation d'exploiter la carrière a été accordé avec l'arrêté préfectoral n°PREF-DREAL-2023-331-004 du 27 novembre 2023. Le site est autorisé à admettre des déchets inertes dans le cadre de sa remise en état, laquelle est coordonnée à l'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

2	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 Mois
4	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	
3	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	
5	RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II	
6	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	
7	Conformité au présent arrêté	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.6.1	
8	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.10.2	
9	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2.3	
10	Registre des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 3.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite d'inspection du 17 septembre 2025 fait suite à la dernière inspection de 2024. La visite d'inspection de 2024 avait pour thème l'action nationale sur les apports inertes au sein d'une carrière. Cette visite avait constaté plusieurs non-conformités sur les prescriptions applicables pour l'acceptation de matériaux inertes. Lors de la visite du présent rapport, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas été destinataire du précédent rapport et qu'il n'avait pas l'ensemble des non-conformités. Les non-conformités qui persistent ne présentent pas d'inconvénient ou de danger imminent pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, elles seront levées par transmission de documents. De plus, le site n'a pas encore accepté de déchets inertes extérieurs depuis la prise de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 27 novembre 2023.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition sa procédure d'acceptation. L'exploitant indique que les matériaux acceptés sont ceux de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et ils sont exemptés de procédure d'acceptation. L'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition son document d'acceptation préalable. L'inspection constate qu'il manque la partie sur le transporteur du déchet.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité par rapport à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter, sous un délai de 3 mois, son document d'acceptation préalable conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. à cet effet, le guide des installations de stockage des déchets inertes du CEREMA constitue une ressource de référence (modèle de document préalable en page 37).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le site n'a pas accepté d'inertes depuis le renouvellement de son autorisation en 2023. L'exploitant indique que les bordereaux de pesée seront utilisés comme accusé d'acceptation. L'inspection informe à l'exploitant que le modèle du document d'acceptation préalable du guide des installations de stockage des déchets inertes du CEREMA prévoit un emplacement pour renseigner les éléments demandés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le logiciel qui émet les bordereaux de pesée permet d'enregistrer les entrées/sorties de matériaux au sein de la carrière. Concernant l'acceptation d'inerte, l'exploitant a mis à disposition un extrait de son registre d'acceptation. Le registre ne contient pas la mention du contrôle visuel et le cas échéant, le motif de refus. Ce constat constitue une non-conformité par rapport à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour, sous un délai de 3 mois, son registre d'acceptation des déchets inertes. À cet effet, le guide des installations de stockage des déchets inertes du CEREMA constitue une ressource de référence (modèle de registre d'acceptation des déchets en page 44).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ registre national des terres excavées et sédiments ”, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.[...]</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un compte RNDTS. L'exploitant a indiqué que le registre des terres excavées et sédiments doit être renseigné sur le site Trackdéchets.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :


Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le logiciel, qui émet les bordereaux de pesée, permet d'enregistrer les entrées/sorties de matériaux au sein de la carrière. Concernant l'acceptation d'inerte et précisément les terres excavées et sédiments, l'exploitant a mis à disposition un extrait de son registre d'acceptation. Le registre contient l'ensemble des éléments prescrit à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 7 : Conformité au présent arrêté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative - Conformité au présent arrêté
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises. L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté. Cette vérification doit prendre la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent des services de l'exploitant et indépendant des services d'exploitation de la carrière. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il est régulièrement réalisé.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition son audit de conformité prescrit à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023. Cet audit a été réalisé par le service QSE de l'entreprise et date du 4 mars 2025.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.10.2
Thème(s) : Autre - Signalisation, accès, zones dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut-être consulté. Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Le bon état des clôtures est régulièrement contrôlé par l'exploitant.
Constats : Suite à la visite de 2024, l'exploitant a rajouté des pancartes pour la signalisation de danger.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention de la pollution atmosphérique / Dispositions particulières
Prescription contrôlée : Les mesures préventives suivantes sont prises pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur : <ul style="list-style-type: none">- la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site signalée par des panneaux à l'entrée du site ; [.....]- le balayage voire le lavage de la voie publique en sortie de site lorsque cela est nécessaire ;- le bâchage systématique des camions transportant des matériaux fins. À défaut de pouvoir être bâché, le chargement est aspergé ;- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition ses consignes sur le balayage/lavage de la voie publique. Concernant le bâchage systématique des camions, l'exploitant a indiqué que les transporteurs respectent la prescription dans le cas où ils transporteraient des matériaux fins.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Registre des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative - Registre des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre des quantités d'eau acheminées par citerne pour les besoins du fonctionnement de la carrière. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'en 2024 il y a eu un apport de 30 m ³ d'eau en citerne dans la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :